



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

6 juin 2024

N° 315

Prix: 25 gourdes

SOMMAIRE

EDITORIAL

IMPOSONS UN RAPPORT DE FORCE FAVORABLE AUX MASSES EXPLOITÉES



Par l'installation d'un nouveau gouvernement et en préparant l'arrivée de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité, l'impérialisme américain et la classe riche haïtienne cherchent à inverser le rapport de force avec des gangs. Les masses exploitées doivent se préparer à la lutte pour imposer leur propre rapport de force car ceux des gangs et de l'impérialisme leur sont préjudiciables.

Dans de nombreux quartiers populaires, la population exprime son soutien à l'arrivée des soldats étrangers. Découragée, elle y voit un moyen de faire fléchir les gangs et une circonstance favorable qui faciliterait son entrée en lutte. On est loin de l'opération «bwa kale» contre les gangs l'année dernière quand les manifestants dénonçaient l'intervention militaire de l'impérialisme américain comme un appui aux classes riches et aux gangs contre lesquels ils se battaient dans les rues à juste titre.

L'impérialisme ne fait pas débarquer son matériel militaire en soutien aux revendications de la classe ouvrière, pas plus qu'il ne vient pour reconstruire les maisons détruites dans les quartiers populaires, les hôpitaux publics...etc. Il vient pour rétablir l'ordre capitaliste orthodoxe mis à mal par les gangs armés en remettant en selle la même vieille classe politique corrompue, la même classe bourgeoise rapace.

S'il doit engager la bataille contre les gangs, l'impérialisme tolérera peut-être de la population le déchouquage de quelques bandits. Mais si ses revendications débordent ce cadre restreint et se dirigent contre les intérêts des classes possédantes et contre le système capitaliste, nul doute que ces mêmes matériaux seront utilisés contre les classes populaires.

Telle sera la nouvelle réalité qui se dressera devant tous ceux qui se réclament du camp des travailleurs. La Mission multinationale de soutien à la sécurité sera objectivement, en cas de révolte des masses populaires contre le système capitaliste qui a créé les gangs, un nouveau groupe armé à long terme qui se dressera contre leurs intérêts.

Loin de faire peur, une claire analyse des forces sur le terrain enlèvera toute illusion dans la tête des masses populaires dans la conduite claire de leurs luttes.

Le contrôle du pays par les gangs a plongé les classes populaires dans une situation catastrophique. Leur situation n'était déjà pas enviable avant. Contre la classe dominante et contre les gangs, les classes exploitées doivent se battre pour imposer un rapport de force qui pourra leur permettre d'obtenir la satisfaction de leurs revendications.

Les masses esclaves l'avaient fait pour arracher leur liberté en 1794 en imposant un rapport de force avec les métropoles esclavagistes de la France, de l'Espagne, de l'Angleterre. Elles l'ont refait une dizaine d'année plus tard pour arracher l'indépendance du pays des griffes de la France. Elles peuvent le faire en mieux aujourd'hui pour arracher la liberté de la classe ouvrière.■

Editorial

⇒ Page 1

- Imposons un rapport de force favorable aux masses exploitées

Leur société

⇒ Page 2

- La Mission multinationale de soutien à la sécurité (MMSS), au chevet de la bourgeoisie et de ses alliés

- Démagogie des gangs dans les quartiers

- Les territoires contrôlés des gangs

⇒ Page 3

- La vie dans un territoire contrôlé par les gangs

- Un spectacle de mauvais goût

- Gary Conille Premier ministre : un gouvernement contre les intérêts des masses pauvres

- La saison cyclonique : un stress supplémentaire pour les masses pauvres

Dans les entreprises

⇒ Page 4

- Avèk oubyen san entèvansyon, mas pòv yo dwe prepare pwòp batay yo !

- Zone industrielle : la désolation gagne du terrain

Dans l'international

⇒ Page 4

- République dominicaine : Abinader réélu, l'extrême droite jubile

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

LA MISSION MULTINATIONALE DE SOUTIEN À LA SÉCURITÉ (MMSS), AU CHEVET DE LA BOURGEOISIE ET DE SES ALLIÉS

Tels des hordes de barbares, les gangs ont fait exploser les liens traditionnels qui les lient aux classes dominantes. Surarmés et profitant de la pauvreté des jeunes des bidonvilles qui leur offre nombre d'adhérents, ils déversent la violence dans la capitale et dans certaines villes de province. Aux abois, les classes riches appellent au secours.

Ce sont les classes populaires qui payent le plus lourd tribut de la montée en puissance des gangs. Ce sont elles qui subissent l'essentiel des massacres, des crimes crapuleux, des viols, des guerres des gangs, des blocages des routes nationales, des conquêtes de territoires par les gangs, des incendies des maisons dans les quartiers populaires, de la flambée des prix des produits de première nécessité, des incendies des hôpitaux privés et publics, de la destruction des marchés publics, etc. Mais les classes riches en pâtissent aussi.

Mardi 4 juin 2024, la tentative de détournement de deux gros camions-citernes qui transportaient de l'essence a tourné à la catastrophe. Ayant raté leur coup, les bandits n'ont pas hésité à tirer sur l'un des camions

qui a pris feu au milieu d'un marché bondé.

Une semaine avant, un couple d'une riche famille américaine a été assassiné dans un faubourg de la capitale. Leurs dépouilles ont été exfiltrées au terme d'après négociations avec un chef de gang dont la tête est mise à prix par le gouvernement américain depuis plus de deux ans.

À l'annonce du déploiement des soldats étrangers, les gangs ont détruit plusieurs commissariats de police à l'aide de pelleteuses pendant plusieurs jours. Les camions de transport de marchandises sont détournés en permanence sur les routes. Des show-rooms, des entrepôts sont incendiés. Des bateaux sont interceptés sur les mers. Fermé pendant 3 mois, l'aéroport Toussaint Louverture de Port-au-Prince n'a recommencé à fonctionner

qu'après l'intervention de l'armée américaine.

Isolée du reste du monde, ne pouvant pas compter sur la Police dont nombre de ses membres sont inféodés aux gangs, la bourgeoisie s'en est remise à ses alliés internationaux pour lui venir en aide.

La Mission multinationale de soutien à la sécurité (MMSS) est un renfort à l'État bourgeois, à la Police qui est en pleine déconfiture.

Pour les masses populaires, les problèmes resteront entiers. Leur sécurité dans les quartiers et sur les routes, le problème du chômage, de la cherté de la vie, du salaire, du logement, des soins de santé perdureront tant que ce système d'exploitation restera en place. Seules leurs luttes leur permettront de les atténuer.■

DÉMAGOGIE DES GANGS DANS LES QUARTIERS

Cela fait des années que les habitants de plusieurs quartiers sont pris en otages par des gangs. Certains se font kidnapper et sont tués. Pour fuir les bandits, plusieurs d'entre eux sont obligés d'abandonner leurs maisons et vont se réfugier sur les places publiques, dans les bâtiments publics ou sont hébergés par un proche.

Garder les habitants dans les quartiers, c'est une stratégie des gangs qui utilisent celles et ceux qui restent comme boucliers humains. À chaque intervention policière ou combat entre gangs rivaux, beaucoup de ces personnes sont victimes.

Depuis l'annonce de la venue de la Mission multinationale de soutien et de sécurité (MMSS), plusieurs chefs de gangs interviennent sur les réseaux sociaux contre

cette mission et semblent visiblement paniqués. Car, comme par le passé, ils ont peur de la réaction de la population dans les quartiers. Peur qu'elle se réveille, en prenant comme booster l'intervention de la force multinationale. Un discours qui circule dans plusieurs endroits. Certaines déclarations vont dans le sens de se procurer des armes pour démanteler les bandits.

Ces inquiétudes se reflètent dans les comportements démagogiques de certains chefs de gangs qui essaient de se faire passer comme proches de la population. Depuis quelque temps, sur les réseaux sociaux, on peut voir des chefs de gangs qui distribuent des enveloppes et de la nourriture aux gens. Ils organisent des manifestations, en forçant les gens à y participer de façon à exprimer leur

désaccord contre la force d'intervention. Ils se font filmer pendant qu'ils donnent des embrassades aux gens.

Ces comportements prouvent que les bandits ont plus peur de la colère des habitants des quartiers que de l'intervention de la force.

La population pauvre ne doit pas se laisser bernier par les conduites démagogiques des gangs. Il ne peut y avoir de réconciliation possible entre les bandits et la population pauvre. Avec ou sans les interventions de la force internationale, la population peut se débarrasser de ces bandits ainsi que des patrons qui les financent. Ils l'ont déjà fait contre d'autres bandits dans le passé. Le « bwa kalé » de manière organisée reste une arme efficace à étendre dans tous les quartiers.■

LES TERRITOIRES CONTRÔLÉS DES GANGS

Emmelie Prophète, la ministre du gouvernement d'Ariel Henry les appelle « territoires perdus ». La situation de ces quartiers ou communes varie suivant le mode de conquête des bandes criminelles. D'abord, il y a les quartiers où les gangs ont pris naissance qui sont les bases arrière de leurs opérations, puis il y a ceux qu'ils ont conquis par la violence sans point d'appui et pour finir les zones qui sont leurs prochaines cibles pour boucler la conquête totale du département de l'Ouest et de la capitale.

Les principaux chefs de gangs qui sévissent dans la capitale viennent du milieu populaire. Certains d'entre eux ont fait des études. Celui le plus en vue, Jimmy Cherisier dit Barbecue, est un ancien policier. Leur aventure a commencé au milieu des quartiers déshérités où ils ont pris naissance en se faisant les relais auprès de leur communauté avec des politiciens lors des élections, des membres du gouvernement ou d'ONG dans l'exécution de « petits projets de développement » dans ces zones gangrénées par la misère. Ainsi, ils ont acquis un peu d'argent et des « relations » qui leur confèrent une autorité et une influence sur leurs quartiers.

Alimentée par la concurrence des politiciens, quand la guerre a débuté entre les têtes de pont pour des motifs divers, chacun de ces chefs se présente en sauveur de la population de sa zone et en même temps en criminel pour ses voisins. C'est de là que les horreurs, massacres, viols et incendies des maisons, etc. ont débuté également.

Tous ceux qui en avaient la possibilité ont fui ces zones devenues encore plus dangereuses qu'elles l'avaient été auparavant. Mais ce n'est pas le cas pour tout le monde. D'autres par manque de perspectives sont contraints d'y rester. C'est autour de ces gens devenus prisonniers ou boucliers humains que les gangs construisent leur royaume. Là, le chef est le maître absolu et influence toute la vie des habitants. Ce sont aussi les bases d'opérations d'où partent les raids vers le centre-ville, où sont gardées les personnes kidnappées, où sont stockés les camions de marchandises saisis sur les routes.

Partant de la périphérie, le long du littoral ou des collines, les gangs avancent méticuleusement de territoire en territoire. Hors de leurs bases, ils essaient de gagner d'autres territoires par le biais des bases préalablement mises en place, d'autres fois ils envahissent ces quartiers en tirant en l'air pendant plusieurs jours pour faire fuir la population. Une fois conquis, ces territoires deviennent fantomatiques et sont aménagés en terrains d'affrontement avec les gangs rivaux

ou la police. Une grande partie du département de l'Ouest est vidée de sa population. Des lieux où les gens se bouscuaient hier pour se frayer un chemin, même à pied du matin jusqu'au soir, deviennent des endroits lugubres qui font peur.

Puis, il y a les endroits non encore conquis mais qui risquent de l'être lors des prochaines attaques des bandits. Vivant dans l'angoisse et la peur, les habitants tentent de parer aux déferlements des malfrats en barricadant leurs quartiers. Certaines fois, ils montent des petits comités de surveillance. C'est dans ces zones où viennent s'attrouper ceux qui fuient les zones occupées. Stations de bus, de motos, de taxis, marchés publics, laveurs d'autos, cireurs de chaussures, tous grouillent et cherchent de quoi subsister dans quelques rues.

De conquête en conquête, seule l'intervention de la population avec l'opération « Bwa kale » avait stoppé les bandits mais depuis le fléchissement de ce mouvement, ils sont repartis en avant. Cent fois sur le métier, remettez votre ouvrage, les masses savent à quoi s'en tenir.■

LA VIE DANS UN TERRITOIRE CONTRÔLÉ PAR LES GANGS

Des familles continuent de vivre dans les quartiers occupés par les gangs armés comme Carrefour-Feuilles, Canaan, Bas-Delmas, Sarthe, Simon Pélé, etc. Certains restent de leur plein gré tout en étant conscients du risque, d'autres n'ont pas vraiment le choix. Tous les jours, ils côtoient ces malfrats, quelques-uns osent même les regarder dans les yeux.

À la Croix-des-Bouquets, malgré l'apparence déserte de la zone, de Marassa à Meyer en passant par le centre de la commune, certaines personnes ne quittent

pas chez elles. Dans cette commune où les gangs armés ont détruit tout symbole d'autorité étatique et occupent les artères du centre-ville, les passants sont très rares. Mais ça ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de monde. Les gens s'isolent autant qu'ils le peuvent. Ils sortent très peu de chez eux.

Certains pensent que tous ceux qui vivent dans les zones occupées par des gangs sont des bandits ou les complices de ces derniers. Ils vont même jusqu'à suggérer de les éliminer sans procès. Une idée absurde. Comme ce policier cagoulé qui a déclaré dans

un récent reportage de France 24 que les gens qui se trouvent dans les zones occupées par les bandits devraient être tués.

Il est facile d'accuser de complicité des pauvres qui se font maltraiter, violenter au quotidien par des gangs quand on a la possibilité et le privilège d'habiter dans un beau quartier, quand on ne connaît pas l'angoisse de vivre sous la terreur des bandits ou tout simplement quand on peut voyager. C'est juste du mépris de classe..■

UN SPECTACLE DE MAUVAIS GOÛT

Le pays est au bord de l'explosion. Après la démission forcée d'Ariel Henry depuis la fin du mois de février, la classe politique était conviée à former un nouveau gouvernement. Trois mois plus tard, l'ensemble de ce gouvernement n'est toujours pas nommé. Comme une meute de charognards qui se déchirent autour d'une proie, la classe politique se donne en spectacle.

Muets depuis que les gangs contrôlent le pays, les politiciens ont tout à coup surgi de toutes parts. À la place d'un président, ils se sont entendus après plus de 6 semaines sur un conseil présidentiel de 9 membres «rassemblant tous les secteurs». La nomination d'un coordonnateur parmi les 9 tourne au ridicule, finalement, ils ont opté pour une présidence rotatoire avec chacun

un mandat de 5 mois. La seule décision qui n'a pas pris de temps, c'est l'octroi de trois voitures dont une blindée pour chacun des membres et des frais de fonctionnement.

Le choix du Premier ministre n'a pas échappé à la règle. Après un appel à candidature, près de 200 candidats flanqués de leurs partisans ont présenté leurs dossiers. C'est Gary Conille, arrière-petit-fils d'un ténor du

régime duvaliériste, qui est sorti vainqueur. Ancien Premier ministre sous le régime Martelly, il est entré au pays quelques jours après sa nomination. La tâche s'annonce ardue pour la formation du gouvernement de « consensus » !

Il est temps pour la population de se débarrasser de ces imposteurs pour prendre sa vie en main.■

GARY CONILLE PREMIER MINISTRE : UN GOUVERNEMENT CONTRE LES INTÉRÊTS DES MASSES PAUVRES

Gary Conille, un ancien Premier ministre sous la présidence de Martelly, est celui que le conseil présidentiel a choisi pour diriger le prochain gouvernement de transition. Encore un autre gouvernement pour aider les riches à s'enrichir davantage et rendre plus insécure la vie des travailleurs et des masses pauvres.

Selon ce qu'a rapporté le Nouvelliste, le conseil présidentiel avait reçu les dossiers de 68 candidats. Tous en lice pour remplacer Ariel Henri à la tête de la primature. Le poste de Premier ministre, c'est comme une mangeoire, chacun des candidats se présente pour se remplir les poches et servir de laquais des classes dominantes. Chacun veut tirer sa part du gâteau.

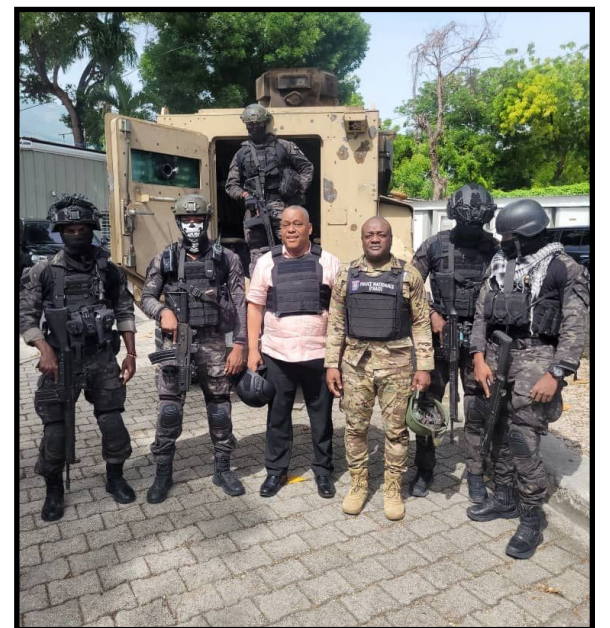
Lundi 3 juin, Gary Conille a reçu l'ampliation de sa nomination comme Premier ministre pour diriger le nouveau gouvernement de transition. Un poste qu'il a déjà occupé durant sept mois environ. Une année après, le pays dévasté par le tremblement de terre, la population sous le choc du séisme, continuait à vivre encore sous les tentes dans un état de délabrement total. Le gouvernement Martely-Conille n'a eu aucun regard en direction des pauvres

qui gémissaient dans les camps de fortune.

Aujourd'hui, les classes pauvres qui connaissent déjà une situation invivable avec le chômage, la vie chère, les salaires misérables, affrontent de plein fouet la violence des bandits armés dans les quartiers populaires. Ce nouveau gouvernement de Conille ne sera pas différent de celui de son premier mandat, ni d'ailleurs de tous les autres gouvernements qui ont précédé et qui se succéderont tant que le contrôle de la société est sous l'emprise des capitalistes.

Conseil présidentiel, Premier ministre et ministres sont mis en place par la bourgeoisie pour protéger les biens qu'elle a pillés, pour l'aider à continuer à s'enrichir de l'exploitation du surtravail des travailleurs et de la misère des masses défavorisées. Les noms des dirigeants de l'État bourgeois peuvent changer, mais l'insécurité, le chômage, la vie chère, la barbarie bourgeoise ne changent pas. Leur

disparition sera possible par le combat organisé des travailleurs avec un programme révolutionnaire.■



LA SAISON CYCLONIQUE : UN STRESS SUPPLÉMENTAIRE POUR LES MASSES PAUVRES

La saison cyclonique, de juin à novembre, est généralement associée à des catastrophes humanitaires, des ravages et des désastres qui causent beaucoup de souffrance dans la population pauvre. Mais si le passage des cyclones est inévitable, les dégâts pourraient être limités dans une société qui ne ferait pas du profit individuel un but suprême.

La saison pluvieuse qui démarre s'annonce difficile pour les classes pauvres avec tous les déplacés qui s'entassent dans des camps, abandonnés dans la promiscuité et le dénuement. Les tentes de fortune confectionnées avec des morceaux de tissu ne les protègent pas davantage du soleil que de la pluie. Quand il pleut c'est la galère, un crève-cœur.

Mais il n'y a pas que les personnes qui peuplent les camps qui sont menacées. C'est toute la population pauvre. Le désastre environnemental est aggravé par la précarité, la détérioration des conditions d'existence

dues aux activités criminelles des gangs ne cessent d'accentuer le risque de catastrophe sociale majeure en cas de passage d'un cyclone ou de quelques heures de précipitations. L'occupation de leurs quartiers par des gangs criminels accélère les constructions sur les flancs des mornes. Des espaces autrefois boisés sont recouverts de maisons. Ces constructions anarchiques, comme à Tête-de-l'eau, à Morne-l'hôpital, installées le plus souvent dans les ravines et que personne ne soupçonne jusqu'au moment où survient le drame, sont les plus vulnérables. Les risques d'éboulement, d'inondation sont omniprésents.

Rien que quelques heures de pluie au mois avril avaient déjà provoqué des éboulements au Cap Haïtien et dans le département du Sud, occasionnant la destruction de plusieurs maisons.

Jusqu'à présent ceux qui se font passer pour des autorités se montrent peu soucieux de ces situations. Port-au-Prince croule sous les déchets. Les canaux sont remplis d'alluvions, les routes sont transformées en fossés géants qui deviennent des rivières déchaînées à chaque averse. Tous les ingrédients sont réunis pour que de nouvelles difficultés s'ajoutent à la situation déjà catastrophique des plus pauvres.■

DANS LES ENTREPRISES

Nous publions ci-après l'éditorial du bulletin d'entreprise PAWOL TRAVAYÈ du 5 juin 2024.

PAWOL TRAVAYÈ

Avèk oubyen san entèvansyon, mas pòv yo dwe prepare pwòp batay yo !

Depi plizyè semen, plizyè imaj ki soti nan ayewopò pòtoprens la montre gwo avyon ameriken kap debake materyèl militè. Anpil enfòmasyon fè kwè gen anpil sòlda ameriken ki deja nan peyi a pou prepare rantrè fòs "Misyon Milti nasyonal Soutyen ak Sekirite", MMSS kap gen pou konbat gang kriminèl yo.

Sanble anpil chèf bandi panike. Yo met gwo presyon pou fòse popilasyon zòn kote yo okipe yo patisipe nan manifestasyon kont fòs sa a. Atoufè sa yo multipliye anpil lòt demagoji e yo deklare yap pase sou fyèl tout malere malerèz ki ta soutni fòs etranje sa a.

Anpil moun nan popilasyon an panse prezans sòlda etranje nan peyi a kapab sèvi boustè pou yo mobilize kont gang yo. Gen moun ki di yo deja ap prepare zam yo pou yo kwape bandi.

Gang yo ak klas rich yo se pwason kraze nan bouyon. Yon konfli nan mitan yo tap ka ouvè kèk posiblité batay pou mas eksplwate yo. Men pa gen anyen ki di sòlda etranje yo ap vin konbat gang pou pwoteje lavi travayè ak popilasyon pòv la. Depi lane 1994, gen plizyè fòs etranje ki entèvni nan peyi a men olye gang yo disparèt, yo multipliye.

Entèvansyon fòs etranje yo ap gen pou objektif kreye kondisyon pou klas rich yo kontinye fè richès yo menm jan sa te konn fèt avan. Si yo kapab, yap degaje wout yo pou machandiz yo ka sikile, elatriye

Men mas popilè yo kapab prepare yo depi koulye a pou yo eksplwate tout posiblité kap louvri devan yo pou yo rantrè nan batay la tou. Se yo menm sèl ki gen enterè e ki kapab kwape tout kriminèl ame ki kache nan katye popilè yo pou teworize popilasyon an.

Klas dominant la ap fè manèv pou rezoud pwoblèm li ak gang ame yo. Klas travayè ak pòv yo dwe montre yo entèlijan pandan yap pran dispozisyon tou pou yo mobilize pou defann tèt yo, lavi yo, pou defann revandikasyon ak enterè yo. Okenn lòt gwoup sosyal pap fè l pou yo.

OTR-UCI – Jedi 6 jen 2024

An nou konte sou fòs nou !

ZONE INDUSTRIELLE : LA DÉSOLATION GAGNE DU TERRAIN

Il y a 4 ou 5 ans, à partir de 11 AM, l'enceinte du parc SONAPI était bruyante, car c'est à cette heure que démarrait la pause dans les usines.

Des ouvrières et ouvriers quittaient leurs machines, gagnaient les longues allées du parc. Et au pas de course, se dirigeaient soit vers la sortie soit vers la cafétéria centrale pour se restaurer. À la cafétéria, appelée également « marché », la foule se pressait toujours à l'entrée, parfois il fallait s'arrêter un instant pour laisser passer la

vague et se frayer un petit chemin. Devant les étals des vendeuses de nourritures cuites s'alignaient et s'agitaient les travailleurs, pressés de se voir servir car ils n'avaient pas beaucoup de temps, à peine trente minutes de pause.

Partout on voyait des travailleurs, entre 10 et 20, qui se réunissaient à chaque coin. Ils causaient, discutaient du travail tout en partageant leurs repas.

Aujourd'hui, la zone industrielle offre

une toute autre image. Les usines ferment les unes après les autres. Le parc Sonapi est quasi vide. Certains bâtiments qui regroupaient plusieurs centaines, voire des milliers d'ouvriers, abritent maintenant des dépôts de marchandises. Le peu d'usines qui fonctionnent enchaînent les licenciements massifs.

Quand vient la pause, à 11h00, seuls quelques ouvriers s'éparpillent sur la cour ; la désolation qui règne met en évidence la détresse de la classe ouvrière de cette zone.■

DANS L'INTERNATIONAL

RÉP. DOM.: ABINADER RÉÉLU, L'EXTRÊME DROITE JUBILE

Surfant sur sa politique raciste, xénophobe et discriminatoire contre les migrants haïtiens, des travailleurs pour la grande majorité, le président sortant de la République dominicaine Luis Abinader a été réélu le dimanche 19 mai dernier avec plus de 59% des voix. Sous l'influence des groupes d'extrême droite dominicaine, Abinader va sans doute durcir ses positions contre ceux qui, fuyant l'insécurité et la misère en Haïti, essaient de trouver refuge à Saint-Domingue.

Le refoulement de migrants haïtiens de la République dominicaine bat son plein. Aux postes frontaliers des deux pays, ce sont des centaines d'Haïtiens dont des femmes, des enfants et même des vieillards qui sont expulsés chaque jour dans des conditions inhumaines. Aux appels de plusieurs organisations des droits de l'homme et de l'Organisation des Nations unies demandant une trêve dans ces expulsions en raison de la détérioration de la situation sécuritaire en Haïti, Luis Abinader a opposé une fin de non-recevoir. Traqués comme des bêtes par des agents dominicains de l'immigration, certains sont violents, violés puis emmenés de force vers des centres carcéraux dans des camions de haute sécurité ou directement à la frontière sans avoir la permission d'avertir leurs proches.

Répugnant et scandaleux, ce refoulement d'Haïtiens à la frontière n'est pourtant que la partie visible de l'iceberg.

Les autorités dominicaines font tout pour jeter en pâture à la vindicte populaire les migrants haïtiens, pauvres de surcroît. Croyant détenir le droit de vie et de mort sur les migrants en situation irrégulière, les agents douaniers pratiquent le viol pour briser la résistance des captifs. Le 5 avril 2023, une fillette de 14 ans, se trouvant seule dans une maison, a été violée par un de ces forcenés en pleine nuit lors d'une opération menée contre des illégaux haïtiens. Cet acte crapuleux a eu un tel retentissement qu'Abinader s'est vu obligé d'ordonner l'arrestation et le jugement du criminel.

En 2013, les autorités dominicaines ont introduit des amendements constitutionnels pour annuler le droit de naissance dans le pays entre 1929 et 2010. Aujourd'hui, des centaines de milliers d'Haïtiens nés en République dominicaine restent apatrides sans protection et sont menacés d'expulsion.

Les harcèlements dans les postes frontaliers sont légion. Les petits marchands se

font souvent dépouiller de leurs marchandises par des agents douaniers qui cherchent sans cesse à leur soutirer de l'argent. D'un poste à un autre, ces agents font la loi au gré de leur cupidité. Ce sont des bandits légaux qui s'en prennent aux plus faibles.

Entre 500.000 et un million d'Haïtiens vivent en République dominicaine. Une petite minorité de possédants parmi eux investit dans les entreprises dominicaines, à ses propres entreprises et est assise à la même table que les bourgeois dominicains.

La grande majorité des travailleurs, des jobbeurs, des femmes de ménage, des chauffeurs de taxi etc. partagent les conditions de vie modeste de la majorité des travailleurs dominicains. Leurs sorts sont intimement liés. Au-delà des manœuvres des autorités dominicaines et des nervis d'extrême droite, pour les diviser, leur libération du joug du système capitaliste des deux côtés de l'île passera par l'union de leur combat.■

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.